

Au moyen d'archives, l'exposition rappelle la grève des salariées de l'usine Grandin, à Montreuil en 1975, et honore Évelyne Vanderheym (ici), qui fut l'une de ses figures majeures.

LE TEMPS D'AGIR

SEXISME: À MONTREUIL, L'ART PARLE CASH

Écarts salariaux, charge domestique, précarité après séparation... l'exposition « Où sont nos thunes ? » concoctée par l'association Missives à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, fait les comptes des inégalités économiques subies par les femmes. Un parcours original où l'art dialogue avec l'histoire et les témoignages.

Dans la pénombre, dans une ambiance sonore faite de sons hachés, distordus ou lancinants, le visiteur est accueilli par des méduses phosphorescentes encagées de tulle, suspendues au plafond. Les mobiles sont bombardés de projections lumineuses : textes et chiffres documentant les conséquences du patriarcat apparaissent sur le voile, au gré des variations sonores. Par exemple : « Chili, 2015. Âge : 12 ans et plus. Temps journalier moyen consacré par les femmes aux corvées domestiques et au soin par rapport

aux hommes : + 176 minutes ». Intitulée *Murs invisibles*, cette installation saisissante, visible jusqu'au 24 octobre au Centre Tignous d'art contemporain (CAC), à Montreuil, est l'œuvre d'Alice Guerlot-Kourouklis, Jimena Royo-Letelier et Aneymone Wilhelm, les cofondatrices du collectif lakeri. Celui-ci, fondé en 2017 et qui s'est donné pour but de « traduire des données sociologiques et des statistiques sur les inégalités femmes-hommes à travers des œuvres sonores et visuelles », a naturellement trouvé sa place dans l'exposition « Où sont nos thunes ? » concoctée par Marie Rondou et Lucie Giovanetti, de l'association »

LE TEMPS D'AGIR

« OÙ SONT NOS THUNES ? »

» Missives, avec Aurélie Thuez, la directrice du CAC. Simple blog faisant la promotion de la littérature féministe à des débuts en 2018, l'association, qui compte une dizaine de bénévoles actives, a, depuis 2021, élargi ses activités, multipliant les rencontres avec les autrices et les ateliers participatifs au sein de bibliothèques, de librairies, de cafés ou de lieux emblématiques comme la Maison des femmes de Montreuil. « Lucie et moi sommes toutes deux professeuses de français en collège depuis vingt ans, donc nous connaissons toutes les astuces pour capter l'attention d'une audience passive », ironise Marie, la présidente de Missives. Ainsi, elles ont développé, par exemple, des ateliers au cours desquels le public est amené à « recréer » collectivement, de mémoire, un texte qui lui a été lu. « Cette technique, inventée en 1930 par Henri Bassis au sein du GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle), donne des résultats magiques ! Les gens ressortent de cette expérience chargés de partage, en ayant pris la mesure de la force du collectif, du fait que l'intelligence se construit à plusieurs », décrit avec enthousiasme l'enseignante.

D'OUVRIÈRE À DIRECTRICE DE MATERNITÉ

Toujours dans cet esprit de partage, Missives a fait un premier pas vers la création artistique en demandant à la peintre et dessinatrice Gwenn Dolen de revisiter un jeu de cartes. Ainsi est née la Scopa des Amazones, où les valets, cavaliers et rois ont été remplacés respectivement par des figures non genrées, des cavalières et des reines. « Organiser des rencontres autour du jeu nous a permis de sensibiliser de nouveaux publics, jeunes ou étrangers, car le jeu a été traduit en une dizaine de langues », précise Lucie. La réalisation de ce jeu a aussi été l'occasion d'une collaboration étroite avec la mairie de Montreuil, qui a financé la réédition du jeu de cartes, dont les 350 premiers exemplaires ont été très vite épuisés. Sachant



Voilà le sort que réserve cette drôle d'exposition au Code de 1804 ayant gravé dans le marbre juridique l'incapacité financière des femmes.

« MONTREUIL EST LA PREMIÈRE COLLECTIVITÉ À AVOIR MIS EN VALEUR LE MATRIMOINE À TRAVERS DES JOURNÉES DÉDIÉES. »

ALEXIE LORCA, ADJOINTE À LA CULTURE ET À L'ÉDUCATION POPULAIRE

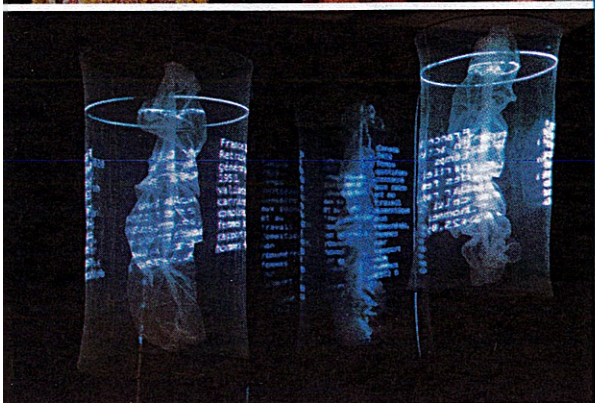
leur municipalité sensible aux enjeux d'égalité des genres et de lutte contre les discriminations, les dirigeantes de Missives n'ont pas hésité à retourner la solliciter avec un projet pour le moins ambitieux. « Inspirées par le livre Guns and Roses : les objets des luttes féministes, de l'historienne Mathilde Larrère, et pleines d'assurance, nous sommes allées voir Alexie Lorca, l'adjointe à la culture et à l'éducation populaire

de notre ville, pour lui proposer de créer un musée du féminisme, se rappelle Marie Rondou. Elle ne nous a pas ri au nez. Mais elle nous a suggéré de commencer par organiser une exposition sur ce thème dans un lieu de la ville. » L'élue confirme : « Nous sommes la première collectivité à avoir mis en valeur le mariage à travers des journées dédiées, alors, évidemment qu'un lieu consacré aux luttes féministes serait une bonne idée. Pour commencer, je les ai mises en lien avec Aurélie Thuez, la responsable du Centre Tignous d'art contemporain. »

Un gros travail de conception tricéphale s'est ensuivi entre Marie, Lucie et Aurélie. « On a beaucoup discuté pour resserrer notre proposition sur ce qui traverse insidieusement toutes les luttes féministes, que ce soit en termes d'égalité salariale, de droits reproductifs ou de possibilité de fuir le foyer conjugal en cas de violence, mais qui reste tabou : l'argent », rapporte Lucie Giovanetti, la trésorière de Missives. C'est donc autour de ce thème que s'est tissé le parcours de l'exposition « Où sont nos thunes ? », entre créations d'artistes contemporaines, textes littéraires, objets historiques et témoignages. Le tout grâce à une collaboration étroite avec les Archives départementales de Seine-Saint-Denis, le musée de l'Histoire vivante de Montreuil et la bibliothèque Marguerite-Durand. Le résultat est plutôt épatant : l'exposition est à la fois pédagogique, mais aussi drôle, mordante et combative. Ainsi, dans une vitrine de la première salle, un cahier d'écolière des années 1950 prêté par le musée de l'Histoire vivante, où, en écriture calligraphiée, est inscrite plusieurs fois à la suite la phrase : « Le silence



L'association Missives, qui réunit autrices, libraires et artistes, collabore avec lakeri, collectif à l'initiative de cette installation où sont projetées d'éloquentes datas sur les inégalités de genre.



est l'ornement des femmes. » Quelques pas plus loin, les célèbres Ken et Barbie sont juchés sur des pièces de monnaie amassées dans deux cylindres transparents mis côte à côte. La figurine mâle surplombe largement celle à la blonde chevelure. « Eh oui, dès le plus jeune âge, les discriminations commencent puisque, en matière d'argent, les petits garçons reçoivent davantage d'argent de poche que les petites filles », pointe Aurélie. Une inégalité qui s'est longtemps inscrite dans la loi. D'ailleurs, les visiteurs sont invités à froisser une feuille de papier où sont reproduits les articles les plus misogynes du Code civil et à l'envoyer dans un panier de basket, en forme de corbeille à papier (œuvre de Victor Cord'homme, seul artiste masculin de l'exposition).

Dans une autre salle, il s'agit de construire sa maison avec des pots de yaourt vides, généreusement mis à disposition : une allusion au fait qu'en cas de séparation d'un couple, l'homme qui a acheté la voiture et la maison garde ces biens durables, tandis que la

femme qui a fait les courses tous les jours reste avec des pots de yaourt vides, comme l'a documenté l'essayiste Titiou Lecoq dans *le Couple et l'argent*. D'installations en vitrines et dispositifs d'écoute de témoignages de Montreuilloises, on arrive à la dernière salle où est suspendue au mur une immense robe rouge bardée d'écharpes revendicatives. Intitulée *Miss Chômage*, cette œuvre textile cosignée par Céline Dupuy et Anne Liauzun est inspirée par la lutte victorieuse des ouvrières de l'usine d'électronique montreuilloise Grandin, après leur licenciement en 1975. Celles-ci ont multiplié les actions vêtues de robes rouges qu'elles avaient fabriquées durant l'occupation de leur usine. « J'étais déléguée syndicale CGT de l'usine à l'époque. On était surtout des femmes ouvrières à la chaîne, se rappelle Éveline Vanderheym, ancienne soudeuse-câbleuse de télévisions chez Grandin. Cela n'a pas été facile pour celles qui avaient des enfants d'occuper l'usine. Ce qui m'a le plus marquée durant cette période, c'est la solidarité entre nous. Pour moi, cela a été comme une seconde naissance. » Âgée aujourd'hui de 80 ans, celle qui a été la meneuse de cette lutte, qui a permis la reprise, temporaire, de l'usine, a ensuite gravi tous les échelons des responsabilités syndicales de la fédération CGT de la métallurgie avant de terminer sa carrière en tant que directrice de la maternité des Bluets, à Paris. C'est avec joie qu'elle désigne le mur où sont encadrées les premières planches d'une bande dessinée à naître d'Hélène Aldeguer, qui retracera l'histoire de la lutte des Grandin.

UNE CULTURE À CONSTRUIRE

« C'est vraiment un projet de Missives, détaille Marie Rondou. Éveline est notre voisine, on a été fascinées par la détermination et l'inventivité des femmes de Grandin. Dans la BD, on a décidé non seulement de raconter leur histoire, mais aussi notre propre aventure de recherche d'archives. En effet, certaines de leurs robes rouges auraient dû être conservées, mais on ne les retrouve pas. La mémoire des luttes des femmes précaires est trop souvent perdue, cela favorise leur invisibilisation. » En attendant la sortie de l'ouvrage, les membres de Missives et l'équipe du Centre Tignous d'art contemporain vont s'attacher à faire vivre l'exposition à travers des conférences, des spectacles, des visites guidées pour les écoliers et collégiens, et d'autres ateliers d'écriture. Histoire d'aider à la construction d'une société où naître fille ne condamnerait pas d'avance à une plus grande insécurité financière. ●

EUGÉNIE BARBEZAT

eugenie.barbezat@humanite.fr

REPORTAGE PHOTO : GABRIEL FLORIMOND POUR L'HUMANITÉ



Autoentrepreneur, le contrat pas social qui mine tous les métiers

Restauration, médico-social, voire associatif... le recours à des travailleurs indépendants touche désormais des secteurs très variés. Malgré quelques effets d'annonce, il n'existe pas de volonté des pouvoirs publics d'endiguer cette tendance qui fait les affaires d'une ribambelle de plateformes spécialisées.

Léa (1) réalise des interventions dans des établissements scolaires pour une association réputée largement financée par la Ville de Paris. Depuis un an, c'est sa seule activité professionnelle et elle travaille pour elle toute la semaine. À la suite d'appels d'enseignants qui se sont plaints d'un contenu, il lui est annoncé, d'un simple coup de téléphone, qu'il est mis fin à sa collaboration. Tout juste peut-elle terminer les parcours déjà engagés avec les élèves. Malgré son insistance, elle n'aura jamais aucun rendez-vous pour s'expliquer. Léa n'était pas salariée mais prestataire sous le statut d'autoentrepreneuse. C'est d'ailleurs le cas de tous ses collègues qui assurent des interventions en milieu scolaire. Si, sur le moment, ce statut ne l'avait pas gênée, elle mesure désormais les conséquences du fait de ne pas être salariée : pas d'entretien préalable à licenciement, pas d'allocation chômage.

PAS DE FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

La situation de Léa est loin d'être exceptionnelle. Kevin Mention est avocat et défend depuis des années les travailleurs victimes de ces nouvelles formes d'exploitation. « Nous voyons ce type de

contrat partout. Cela va de postes de plongeur ou de commis de cuisine à des enseignants d'établissements privés, jusqu'à des dirigeants d'association. Nous avons introduit devant les prud'hommes 244 dossiers de travailleurs employés comme microentrepreneurs via l'application Brigad dans la restauration et le médico-social, avec notamment des aides-soignantes. Nous attendons un arrêt d'appel concernant un autoentrepreneur employé comme glacier via l'application Staffme », énumère-t-il. Un inspecteur du travail raconte même avoir été contacté par des travailleurs d'un call center venus pour un entretien d'embauche et à qui la société avait créé une immatriculation d'autoentrepreneuriat.

Près de vingt ans après la création du statut d'autoentrepreneur, en 2008, même si le salariat reste très majoritaire, le travail non salarié progresse : fin 2024 selon

l'Insee, 3 445 400 personnes occupaient un emploi non salarié, contre 2 352 500 en 2006. Toujours en 2024, 716 200 microentreprises ont été créées, contre 285 300 en 2016. Les plateformes proposant des missions sous le statut d'autoentrepreneur se sont, elles, multipliées dans des secteurs très variés allant des spas des grands hôtels aux salles de sport en passant par les surveillances d'études dans les établissements privés. Le discours est toujours le même : pour les entreprises pas de formalités administratives, pour les travailleurs la promesse

LA SOUSCRIPTION À DES ASSURANCES PRIVÉES REND LA RÉMUNÉRATION BEAUCOUP MOINS INTÉRESSANTE.



Absence de cotisations sociales à régler, aucune responsabilité quant à la sécurité des travailleurs... Le statut d'autoentrepreneur est surtout une aubaine pour les entreprises.